



Vive le PCF (mlm) !

## **Les fractures au sein de la seconde Internationale**

### **Les problèmes fondamentaux au sein de la seconde Internationale**

Tous les commentateurs sont d'accord pour évaluer la social-démocratie au début du 20e siècle selon le schéma suivant : il y aurait une gauche, un centre et une droite.

La droite préfigurerait la gauche réformiste, acceptant l'État tel qu'il est et ne faisant pas du socialisme un objectif en tant que soi. La gauche préfigurerait le bolchevisme. Le centre consisterait en des tendances aux mêmes objectifs que la gauche, mais céderait aux sirènes de la droite.

Cette lecture est tout à fait formelle. Elle semble d'autant plus vraie qu'après 1917, tant l'Internationale Communiste que l'Internationale formée par la « droite » agiront avec cette grille de lecture, du moins en apparence.

En réalité, l'échec de l'Internationale Communiste dans les années 1920 et, inversement, les grands succès communistes à former des démocraties populaires après 1945, soulignent que c'est un autre aspect qui a joué.

La clef n'est en effet pas tant qu'une gauche s'oppose à une droite, que le fait qu'il existe une contradiction entre la perspective social-démocrate et la démarche socialiste. Cette contradiction était l'aspect principal et elle complique particulièrement l'opposition entre la gauche et la droite.

La perspective social-démocrate était en effet de type rationnelle et idéologique ; le Parti choisit sur la base de discussions internes, agit selon un programme. Les syndicats, souvent formés par le Parti lui-même, sont considérés comme une courroie de transmission.

La démarche socialiste était volontariste, avec un Parti considéré comme une organisation rassemblant des tendances s'exprimant publiquement de manière contradictoire. Les syndicats étaient considérés comme indépendants, voire même intouchables et le but était de toutes façons était de courir derrière les luttes pour proposer une sortie politique socialiste aux questions qui se posent.

En ne comprenant pas cet aspect, le Parti Communiste d'Allemagne ne sut pas arracher la base du Parti Social-démocrate d'Allemagne. Il ne comprit pas la fidélité de cette base, son insistance concernant la formalisation des propositions. De la même manière, le Parti Communiste d'Autriche

resta littéralement une secte marginale politiquement, sans jamais comprendre l'envergure des sociaux-démocrates autrichiens qui organisaient l'écrasante majorité des ouvriers de Vienne tout en soutenant ouvertement l'URSS considérée comme socialiste.

Lorsque la majorité des socialistes français forment la Section Française de l'Internationale Communiste, cela sembla une victoire. Les communistes d'URSS s'aperçurent cependant que leurs traditions étaient socialistes, à rebours des traditions social-démocrates, et ne cessèrent de batailler contre cela, y compris au moyen de purges régulières.

Il ne faut donc pas considérer de manière abstraite comme quoi il y aurait ainsi une gauche, dont les principaux représentants sont Lénine et Rosa Luxembourg, faisant face à une droite de type révisionniste, alors que Karl Kautsky en diffusant le centrisme forme un obstacle à toute avancée réelle.

Cela est juste, mais l'aspect principal est le conflit, jamais apparent de manière ouverte, entre les socialistes et les sociaux-démocrates. La seconde Internationale est d'ailleurs une sorte de compromis, de 1900 à 1914, entre les deux tendances, un compromis se transformant même en une sorte de syncrétisme, qui ajoutera d'autant plus au chaos provoqué par le déclenchement de la guerre mondiale.

La social-démocratie allemande ne cessa jamais de pousser à la direction de l'Internationale le socialiste belge Émile Vandervelde, véritable incarnation de l'esprit de conciliation politique tout en étant inversement solidement ancré dans une tradition culturelle social-démocrate, notamment contre l'alcool.

Et si la social-démocratie allemande considérait Jean Jaurès comme relevant du réformisme, elle ne cessa jamais de pousser à une unité de tous les socialistes français, y compris avec Jean Jaurès. Ce fut même le moteur de la fondation de la Section Française de l'Internationale Ouvrière, en 1905.

Pareillement, en 1908, le Parti du Labour fut intégré à la seconde Internationale, alors que ce parti britannique, une sorte de fédération servant de voix politique aux syndicats, ne reconnaissait même pas la lutte des classes.

Lénine fut extrêmement critique par rapport à cette intégration complète et sans critique du Labour. Car il y avait toutefois une contre-tendance, massive, jouant un rôle historique toujours plus grand : en Russie, dans la social-démocratie, Lénine avait emporté la majorité avec lui et lui faisait se réaliser une ligne authentiquement révolutionnaire.

La direction de la seconde Internationale fit tout pour neutraliser cette affirmation du « bolchevisme », mais Lénine sut tenir tête à ces appels à rejoindre le camp du centrisme, dénonçant toujours davantage Karl Kautsky et récupérant lui-même tous les fondamentaux du marxisme, pour les développer.

## **Le conflit franco-allemand au sixième congrès**

Le congrès d'Amsterdam, du 14 au 20 août 1904, reflète bien les contradictions à l'œuvre au sein de la seconde Internationale. Jean Bourdeau, un journaliste français, le regarda de manière à la fois

amusée et savante, décrivant avec sagacité le profond conflit se jouant à l'arrière-plan. Au-delà de la question de la droite et de la gauche dans la seconde Internationale, il y a la question de la mise en perspective, social-démocrate comme Karl Marx et Friedrich Engels ou bien « socialiste ».

Voici comment Jean Bourdeau présente la chose dans la Revue des Deux Mondes :

« Les premières assises en ont été jetées au Congrès de Paris en 1889. L'Internationale s'est reconstituée au second Congrès de Paris en 1900, avec un bureau permanent : en 1904, elle réunissait à Amsterdam 5 délégués de l'Italie, 7 du Danemark, 66 de l'Allemagne, 3 de la Hongrie, 1 de l'Australie, 11 des Etats-Unis, 1 du Canada, 1 de l'Arménie, 101 de l'Angleterre, 2 de la République Argentine, 11 de l'Autriche, 38 de la Belgique, 3 de la Bohême, 2 de la Bulgarie, 5 de l'Espagne, 89 de la France, 33 de la Hollande, 1 du Japon, 2 de la Norvège, 29 de la Pologne autrichienne, russe et allemande, 45 de la Russie, 6 de la Suède, 7 de la Suisse, 1 de la Serbie : au total 470 délégués, qui représentent les organisations socialistes de ces divers pays. Jamais les Russes n'avaient figuré aussi complètement à un Congrès (...).

En France, au contraire, où les députés socialistes, bourgeois en majorité, jouent le premier rôle à la Chambre, les organisations socialistes paraîtront extrêmement faibles. Ç'a été une stupéfaction pour les Anglais d'apprendre que les bataillons sacrés de M. Guesde et de M. Vaillant ne comptent dans toute la France que 16 000 membres cotisans : ils ont fait élire 13 députés à la Chambre, et leurs candidatures multiples ont réuni 487 000 suffrages.

Quant aux jaressistes, ils ne dépassent pas 8 500 membres organisés, auxquels on a peine à arracher 30 centimes de cotisation par an ! Malgré un nombre si minime d'adhérents, qui diminue d'une année à l'autre, les jaressistes ont obtenu 406 377 voix aux dernières élections, un peu plus d'une trentaine de sièges à la Chambre, et, alliés aux radicaux et à 25 000 francs-maçons, ils gouvernent la Chambre, le Ministère et 38 millions de Français (...).

Les Allemands tiennent de beaucoup la tête, avec leurs trois millions de voix, qui les ont mis au premier rang des partis allemands dans le corps électoral, et au second rang au Reichstag avec leurs 81 députés.

De 1898 à 1903, ils ont gagné 900 000 voix. Ils n'ont devant eux que le centre catholique pour leur barrer la route ; mais ils subissent des échecs aux élections partielles, grâce au zèle de presque tous les partis à se grouper contre eux.

Les Belges, au nombre de 28 députés, ont perdu sept mandats au dernier renouvellement de la Chambre, mais au profit des libéraux, lesquels, s'ils arrivent au pouvoir, ne pourront se passer du concours des socialistes.

En 1900, les socialistes autrichiens ont perdu cinq sièges, et leur douzaine de députés ne joue au Reichsrath qu'un rôle modeste. En Italie, les socialistes comptent 42 000 membres régulièrement cotisants ; ils sont 27 au Parlement ; ils ont vu M. Giolitti, au début de son ministère, rechercher leur concours et leur offrir un portefeuille (...).

A partir de 1889, ce furent les socialistes allemands, les plus savants et les mieux organisés, les plus préoccupés de doctrines et de discipline, qui eurent la haute main sur ces Congrès. Dans tous les pays où le socialisme s'est répandu, les partis socialistes se sont formés sur le modèle de la démocratie allemande. C'est le cas, par exemple, en Autriche, en Belgique, en Italie, en Espagne, etc.

Dans les pays où le socialisme allemand a trouvé plus de peine à se répandre, à cause de son caractère exotique, des sortes de succursales, de filiales de la Social-démocratie allemande, se sont maintenues à côté des organisations plus conformes au caractère national.

Ainsi, en Angleterre, la Social-democratic Federation ; en France, l'ancienne organisation guesdiste ; en Pologne, le parti social démocratique ; en Russie, le parti ouvrier social démocrate que dirige M. Plekhanoff, restent sous l'inspiration directe des socialistes allemands (...).

Enfin c'est en France, avec M. Jaurès, que le révisionnisme a trouvé sa plus éclatante expression. M. Jaurès, qui fut le conseil, l'appui de M. Millerand, tant que dura le ministère Waldeck-Rousseau, et son plus ardent défenseur, M. Jaurès a repris en l'aggravant la politique ministérielle, il a fait de son parti à la Chambre le ciment du bloc radical, il a couvert de son approbation et de ses votes tous les actes du ministère Combes.

La motion Kautsky, édictée par le Congrès international de 1900, trop élastique, trop « Kaoutchousky, » selon le mot d'un plaisant, était donc restée lettre morte ; il s'agissait de la reprendre et de la renforcer.

Il suffisait pour cela d'internationaliser la motion de Dresde, en la faisant ratifier par le Congrès d'Amsterdam. Telle est la proposition que présentait au Congrès le parti de M. Vaillant et de M. Guesde, lequel joue en France le rôle d'une sorte de nonce apostolique de M. Bebel et de M. Kautsky.

La question fut d'abord discutée au sein d'une commission nommée à cet effet, car les socialistes sont dressés, depuis nombre d'années, aux jeux parlementaires, et deviennent en vérité des virtuoses.

Ce fut comme une répétition à huis clos de la grande scène attendue par le Congrès avec une impatience fébrile, répétition plus intéressante et plus passionnée que la pièce même. Dans une salle assez étroite où se pressaient les délégués qui avaient vidé le Congrès, M. Jaurès, le représentant le plus autorisé de la nouvelle méthode, était assis, assisté de quelques fidèles.

Il avait en face de lui Minos et Rhadamanthe : M. Kautsky ; Mlle Rosa Luxembourg, révolutionnaire exaltée, qui brandit parfois, dans les Congrès allemands, la torche de la Commune ; Bebel, le « Kaiser » de la social-démocratie allemande ; puis M. Guesde et M. Vaillant, le continuateur de la tradition blanquiste. Contrairement aux précédents Congrès, il n'y eut aucun tumulte. M. Kautsky fit d'abord remarquer à M. Jaurès que son cas était bien plus grave que celui de M. Millerand, qui ne gouvernait pas en qualité

de mandataire de son parti. La scène la plus vive se passa entre M. Guesde et M. Jaurès, à propos des résultats réciproques de leurs deux méthodes.

M. Jaurès reprochait à M. Guesde d'avoir fait perdre au socialisme, par son intransigeance, la place forte de Lille, et M. Guesde rendit au contraire le bloc responsable de cet échec.

Il constata que toutes les candidatures des socialistes ministériels furent des candidatures officielles, à peu d'exceptions près. Devant la prétention de M. Jaurès d'avoir empêché la République de sombrer dans la tourmente nationaliste, M. Guesde douta que la République ait été en péril. Il opposa à la conception de M. Jaurès « que le socialisme sortira de la République, » la conception marxiste qui fait surgir le socialisme de l'évolution capitaliste.

Nous entendîmes Mlle Rosa Luxembourg s'étonner que M. Jaurès pût allier à une mine si florissante une si mauvaise conscience. Elle se plut à constater à quel point M. Jaurès était isolé, rencontrant une opposition dans son propre parti.

M. Jaurès n'eut pour alliés que des Belges, M. Furnémont, surtout M. Anseele. Ce n'est pas un ministre que M. Anseele, l'habile directeur du Vooruit de Gand, réclame du roi des Belges, c'est deux ministères, trois ministères, tous les ministères : que les socialistes s'emparent de toutes les places de la bourgeoisie, il n'y a pas de meilleure tactique.. — L'attaque de M. Bebel et la contre-attaque de M. Jaurès remplirent deux longues séances de la commission et deux séances du Congrès.

M. Jaurès se déclara, avec force, partisan de la lutte de classes, de la destruction de la propriété privée. Le fait pour le prolétariat de poursuivre son but par de violents combats, n'exclut pas l'alliance des radicaux bourgeois.

Cette alliance a porté ses fruits. La République, l'instrument indispensable à l'émancipation prolétarienne, a été sauvée. Les lois ouvrières ont abrégé le temps de travail ; les lois d'assurances, d'impôt sur le revenu, sont en préparation. Des ministres, tel M. Pelletan, fraternisent avec les syndicats (...).

Les deux conceptions contraires de la théorie et de la tactique socialistes s'exprimèrent par ces deux discours. La doctrine marxiste, défendue par Bebel, considère les formes politiques comme subordonnées, et n'accorde d'importance qu'aux transformations économiques ; M. Jaurès attribue à la République bourgeoise la vertu mystérieuse de réaliser peu à peu le socialisme.

M. Jaurès, par ses attaques, a blessé les Allemands, très influents dans le socialisme international ; il aura donc à se débrouiller avec ses coreligionnaires d'outre-Vosges. Comment d'ailleurs les socialistes pourraient-ils s'entendre ? Ils ne parlent pas la même langue. Les délégués ouvriers anglais ne comprenaient rien au Congrès.

Ils rejettent le shibboleth socialiste de la « lutte de classes, » qui n'exprime pas exactement, à leur sens, le conflit des intérêts économiques entre employeurs et

employés. Pour eux, le socialisme consiste à gagner dix schellings par jour et à ne travailler que huit heures.

Les Français ne goûtent le socialisme qu'enguirlandé de phrases sonores : la Fraternité de l'avenir ! la République ! l'Émancipation du genre humain ! Les Allemands méprisent la rhétorique, construisent le socialisme sur la dialectique hégélienne, la conception matérialiste de l'histoire, l'infrastructure économique de la société, et autres formules alambiquées qu'ils démolissent ensuite, mais avec autant de logique.

En France, les polémiques entre socialistes vont se raviver. — Vous n'êtes pas socialistes, disent les guesdistes aux jaoussistes ministériels. — Vous n'êtes pas républicains, ripostent ces derniers ; — et cela ne sera pas pour fortifier les guesdistes devant le corps électoral.

Le bureau international a offert ses bons offices, en vue de faire cesser ces divisions fratricides ; il s'est chargé de la mission délicate de réconcilier M. Guesde et M. Jaurès, mais aucun des deux partis ne semble préparé à une entente. Ce qui peut nous toucher de plus près, c'est que M. Jaurès, afin de se laver du soupçon de réformisme et de modérantisme, tentera peut-être d'accentuer, dans le sens socialiste, la politique du bloc. »

C'est le grand paradoxe : la social-démocratie allemande tire à boulets rouges sur Jean Jaurès, mais en même temps appelle à l'unité de tous les socialistes, lui y compris. L'unité sera effective en 1905, comme Section Française de l'Internationale Ouvrière.

Il y avait, du côté de la social-démocratie allemande, avec Karl Kautsky à sa tête, une absence d'esprit de conséquence et de résolution.

## **August Bebel contre Jean Jaurès au sixième congrès**

August Bebel critiqua de manière brutale Jean Jaurès, défendant la social-démocratie contre Jean Jaurès. Le contenu est très clair et pourtant, ni August Bebel ni les autres sociaux-démocrates ne comprirent qu'au-delà de Jean Jaurès, il y avait un problème français et que ce problème reflétait celui de toute la tradition « socialiste » résolument étrangère, dans ses fondements, à la social-démocratie.

Voici un extrait des propos d'August Bebel.

« Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. (*Tonnerre de bravos*)

Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des États de classe; l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste.

L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation.

Car, du moment qu'elle perdrait le pouvoir politique, elle perdrait aussi sa situation économique et sociale. La monarchie n'est pas aussi mauvaise, et la République bourgeoise n'est pas rien plus si bonne que vous les faites. (*Vifs applaudissements* )

Même dans notre Allemagne de militarisme, de hobereaux, de bourgeoisie, nous avons des institutions qui pour votre République bourgeoise sont encore un idéal. Regardez la législation de l'impôt en Prusse et dans d'autres Etats fédérés et regardez-la en France. Je ne connais pas de pays en Europe qui ait un système d'impôts aussi misérable, aussi réactionnaire, aussi exploiteur que la France. En face de ce système de succion, avec un budget de trois milliards et demi de francs, nous avons au moins l'impôt progressif sur le revenu et la fortune.

Et quand il s'agit de réaliser les revendications de la classe ouvrière, la République bourgeoise elle-même déploie toutes ses forces contre les travailleurs. Où les travailleurs pourraient-ils être traités de façon plus brutale, plus cynique et plus vile que dans la grande République bourgeoise d'au-delà l'océan, qui est l'idéal de tant de gens ?

Même en Suisse, une République de beaucoup plus démocratique que n'est votre France, rien que dans ce court été, les milices ont été six fois convoquées contre les ouvriers, qui faisaient usage de leur droit de coalition et d'association, même dans de toutes petites grèves.

Je vous envie votre République particulièrement pour le suffrage universel appliqué à tous les corps élus. Mais je vous le dis sans mystère : Si nous avions le droit de suffrage dans la même extension et avec la même liberté que vous, nous vous aurions fait voir tout autre chose (*Vifs applaudissements*) que vous ne nous avez fait voir jusqu'ici (*Nouveaux applaudissements*).

Mais lorsque chez vous, ouvriers et patrons viennent en conflit, c'est d'une façon odieuse qu'on procède contre les prolétaires français. Qu'est-ce aujourd'hui que l'armée sinon le meilleur des instruments de la domination de classe ?

Il n'y a pas eu de lutte un peu importante dans ces quatre dernières années, ni à Lille, ni à Roubaix, ni à Marseille, ni à Brest, ni à la Martinique, ni tout récemment encore en Normandie contre des grévistes verriers (*Vifs applaudissements*), où le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand, où le ministère Combes, n'ait fait donner l'armée contre les travailleurs.

En novembre dernier, la police a envahi de la manière la plus honteuse et la plus violente la Bourse du Travail de Paris ; elle a blessé, elle a frappé soixante-dix ouvriers. Et à cette occasion, il y a une partie de nos amis socialistes à la Chambre qui n'ont pas voté pour que le préfet de police fût puni (*Nombreuses réprobations*).

Jaurès nous a donné une leçon sur ce que nous devrions faire.

Pour maintenant, je ne réponds qu'une chose : si en Allemagne quelqu'un s'avisait de voter un ordre du jour en faveur du gouvernement, qui abandonnât les intérêts les plus considérables du prolétariat, le lendemain il perdrait son mandat (*Vif assentiment*), il ne

pourrait pas rester une heure représentant du peuple ; nous sommes trop disciplinés pour cela (...).

Si, dans ces dernières années, en France, la République a été mise en danger - j'admets cela comme un fait - vous avez eu parfaitement raison si vous l'avez sauvée de concert avec ses défenseurs bourgeois. Nous aurions fait de même.

Nous ne vous faisons pas non plus un reproche de la lutte contre le cléricisme. Alliez-vous, si vous êtes trop faibles contre lui tout seul, avec les libéraux; nous la faisons aussi, mais après le combat, nous sommes des étrangers.

Et où donc, dans ces dernières années, en Europe, était menacée la Paix universelle, que Jaurès a aussi sauvée ? (*Grande hilarité*).

Parler pour la paix universelle nous l'avons fait aussi. Mais, contrairement à nous, vous votez le budget de l'armée et de la marine (*Les jaurésistes : Non !*), le budget colonial (*Les jaurésistes : Non !*), les impôts indirects (*Et vous ?*), les fonds secrets (*Bruit chez les jaurésistes*) et, par là, vous donnez votre appui à tout ce qui peut menacer la paix (*Vifs applaudissements*).

Le vote de confiance qui est dans l'approbation du budget, nous ne pouvons pas, nous, le donner à un gouvernement bourgeois (*Vifs applaudissements*).

Jaurès espère encore, de cette collaboration avec les partis bourgeois, l'étatisation des chemins de fer et des mines. Un des points les plus importants de son programme a donc été réalisé par l'Allemagne, gouvernée monarchiquement (*Rires*).

Si nous voulons, en Allemagne, obtenir un progrès de ce genre, nous sommes naturellement amenés aussi à soutenir les partis bourgeois, mais une alliance permanente avec ses éléments, nous la rejetons résolument (...).

Jaurès a encore parlé de l'impuissance politique de la démocratie socialiste allemande. Qu'a-t-il donc attendu de nous après la victoire des trois millions de suffrages ? Devions-nous mobiliser les trois millions d'hommes et les amener devant le château royal ? (*Rires*).

J'ai dit immédiatement après cette victoire, qui ne m'a pas surpris du tout, que provisoirement elle ne changerait pas grand'chose. Chez nous, ces trois millions ne suffisent pas. Mais laissez-nous avoir quatre et huit millions, et alors nous verrons (*vifs applaudissements*). »

## **L'irruption du bolchevisme**

La domination du centrisme dans la seconde Internationale fut puissamment ébranlée par un nouveau phénomène : l'émergence et le renforcement immédiat de la social-démocratie russe.



En décembre 1900 sortit en Russie un nouveau journal, l'*Iskra* (l'Étincelle). Étaient à l'origine de sa fondation les principales figures social-démocrates russes alors : Georgi Plékhanov, Pavel Axelrod, Julius Martov, Véra Zassoulitch, Alexandre Potressov et Lénine, ce dernier étant la plaque tournante de cette initiative.

L'*Iskra* était imprimée les premières années à Munich (du numéro 2 au numéro 21), puis finalement à Londres (de 22 à 38) et Genève, pour être acheminées clandestinement en Russie, par différents points : la Prusse, la Scandinavie, la Galicie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Iran, par mer vers Arkangelsk ou par l'intermédiaire d'Alexandrie vers Cherson ou encore de Marseille à Batum.

Le journal fut un très puissant vecteur de la social-démocratie et tira à boulets rouges sur l'opportunisme, qu'il soit allemand, français, italien ou belge. Les contacts internationaux furent d'ailleurs puissants, un *Écho de la Russie* étant publié en France grâce au courant guesdiste, alors que le tsar Nicolas II abandonna l'idée de venir à Paris et à Vienne en raison des vastes campagnes contre lui menées en France et en Autriche-Hongrie. Dans ce dernier pays, la police dut également abandonner les poursuites contre les passeurs de l'*Iskra*.

On a ici un moment clef dans l'affirmation de la social-démocratie russe. Dès 1903 il y a des imprimeries clandestines de l'*Iskra* à Kichinev (l'actuelle Chişinău moldave), Bakou et Nijni Novgorod. Cela impliquait une organisation très approfondie en Russie même, avec notamment Ivan Babouchkine (tué par un escadron de la mort en 1906), Yakov Sverdlov (une des principales figures de la révolution russe, mort en 1919), Nikolaï Bauman (tué par un monarchiste en 1905 et pour qui 100 000 personnes participèrent de manière disciplinée à l'enterrement).

Seulement, la même année, au mois d'août, eut lieu une scission dans la social-démocratie russe. Les « bolcheviks » (« majoritaires ») exigeaient que le Parti repose sur des cadres éprouvés, suivant les thèses formulées par Lénine dans son ouvrage *Que faire ?* en 1902. Les « menchéviks » (« minoritaires ») étaient pour ouvrir la base du Parti de manière large et ils s'approprièrent l'*Iskra* durant la scission.

Cette scission fut cependant historique de par la naissance du bolchevisme comme courant au sein de la social-démocratie internationale. La gauche n'était pas représentée que par des courants seulement ; on avait ici une cassure nette sur le plan organisationnel également. Les bolcheviks levaient le drapeau de la primauté du Comité Central dans l'organisation, organisation devant s'appuyer sur des membres jouant le rôle de cadres ou du moins d'éléments parfaitement intégrés dans l'appareil, celui-ci étant centralisé.

Karl Kautsky réagit en centriste à cette scission et fit tout pour valoriser les menchéviks au nom de la « démocratie » dans le Parti, et cela alors que ceux-ci agissaient en sous-main pour réaliser un putsch intérieur. Rosa Luxembourg reprocha également aux bolcheviks des méthodes jacobinistes et une perspective blanquiste.

La gauche du parti bulgare soutint résolument les bolcheviks, y compris matériellement notamment avec des passeports bulgares, alors que la droite soutenait ouvertement les menchéviks. Un affrontement similaire eut lieu dans la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie

(deux pays annexés par la Russie), la grande figure de la gauche étant Félix Dzerjinski (le futur fondateur de la Tchéka).

Cependant, même pour ces rares cas, la contradiction entre mencheviks et bolcheviks ne fut pas bien comprise et la social-démocratie allemande pesa de tout son poids pour l'unification sous hégémonie menchevique. La révolution russe de 1905 lança alors un processus nouveau, ébranlant le pays et le mouvement en Russie s'unifia de lui-même, en avril 1906 à Stockholm.

Initialement, les mencheviks étaient majoritaires (62 contre 46 délégués aux bolcheviks), profitant de la désorganisation provoquée par la répression. Mais au congrès de mai 1907 à Londres, les bolcheviks reprirent la direction, alors que l'ensemble de la seconde Internationale considérait que la Russie tsariste allait bientôt tomber et que cela provoquerait une onde de choc.

## **Les faiblesses révélées au septième congrès**

La révolution russe vint ébranler la seconde Internationale dans ses contradictions. Désormais, toute l'attention était portée sur l'effondrement de la Russie tsariste, qui était considérée comme imminente. Cependant, cette attention était directement politique et, à ce titre, elle n'émergeait nullement au sein de la seconde Internationale.

En effet, le bolchevisme posait la question de l'organisation et du rôle du Parti dans la révolution, ainsi que de la fonction de l'économie politique, en l'occurrence avec la question paysanne. Or, la seconde Internationale se posait comme centre unificateur et n'abordait pas, pour ne pas dire évitait même toutes les questions de fond.

Ainsi, le septième congrès, qui se tint en Allemagne, à Stuttgart, du 18 au 24 août 1907, correspond à un syncrétisme marqué par des oppositions de fond qui s'expriment mais qui ne finissent jamais par s'incarner politiquement.

Le journaliste français Jean Bourdeau fit de nouveau un article pour la Revue des Deux Mondes. Tout le début de son article est encore marqué par l'opposition entre les traditions social-démocrate et socialiste :

« Au Congrès international d'Amsterdam, en 1904, les social-démocrates allemands, gênés par la politique ministérielle des socialistes français, dont M. de Bülow se servait, à la tribune du Reichstag, pour dénoncer l'esprit sectaire de la social-démocratie allemande, firent condamner cette politique.

Conformément aux décisions de ce Congrès, les Français s'unifièrent, et, après avoir dénoncé l'alliance des radicaux, déserté le Bloc, passèrent à l'autre extrême : ils cherchèrent à se rapprocher des syndicalistes révolutionnaires de la Confédération générale du Travail.

Singulièrement embarrassés, à leur tour, dans leur campagne antimilitariste et anti-patriotique par la prudence, la réserve, lors des affaires du Maroc, les discours empreints de nationalisme, des chefs socialistes d'Allemagne, les Français en ont appelé aux délégués socialistes de toutes les nations, réunis à Stuttgart, pour secouer le joug de

l'hégémonie allemande, faire sortir les camarades d'Allemagne, ou plutôt ceux qui les dirigent de façon si autoritaire, de leur rôle commode d'insupportables régents, d'éternels critiques, et les obliger à prendre, dans l'éventualité de conflits internationaux, l'engagement solennel de seconder, par les mêmes moyens d'action, les efforts des socialistes français, afin d'imposer la paix au monde.

C'est dans cette sorte de duel franco-allemand, dans cette lutte pour la prééminence au sein de l'Internationale, dans cette opposition de traditions, de méthodes, de tempérament et de races, que réside tout l'intérêt du Congrès de Stuttgart. »

Cependant, en formulant les choses ainsi, Jean Bourdeau constate en même temps que cela ne change pas grand-chose, pour la simple raison que personne n'a de perspective concrète. Il raconte avec un humour caustique un épisode du congrès :

« Le député hollandais Troelstra a posé une question indiscrete ; le moment n'était-il pas venu d'étudier un système politique particulier, de rechercher comment l'État pourrait être constitué en un système socialiste, distinct de la politique bourgeoise et du socialisme d'État bourgeois ?

M. Vaillant a jugé la recherche presque impossible. M. Jaurès, rappelant sa proposition d'exposer par le détail l'appareil juridique de l'État futur, a ajouté, avec belle humeur, qu'heureusement il n'avait pu mener l'entreprise à bonne fin, parce qu'il s'était trouvé souffrant.

Toujours sarcastique, le docteur Adler déclara qu'il avait la vue un peu basse, sur ces questions d'avenir, mais que la vue à distance n'était pas une vertu : si l'on nommait une commission pour ordonner toutes les propositions qui surgiraient à ce sujet, et si l'on cherchait à les concilier, on mettrait en danger non le mouvement socialiste, mais la santé de ses membres. Bref, les socialistes travaillent de leur mieux à détruire la société actuelle, sans savoir le moins du monde par quoi ils la remplaceront. »

## **Lénine au septième congrès**

Lénine était venu en personne, depuis la clandestinité au septième congrès de la seconde Internationale, à Stuttgart. Voici les principales remarques qu'il fit dans un article de synthèse. On voit qu'il fait tout à fait confiance encore à la seconde Internationale ; il est évident qu'il se pose comme une figure d'une fraction rouge en son sein, considérant que tendanciellement la seconde Internationale va dans le bon sens et qu'il faut savoir l'aiguiller, réfuter l'opportunisme.

« Le récent congrès de Stuttgart a constitué la douzième assemblée de l'Internationale prolétarienne (...). À Stuttgart s'étaient réunis 884 délégués venus de 25 pays d'Europe, d'Asie (Japon et une partie de l'Inde), d'Amérique, d'Australie et d'Afrique (un délégué d'Afrique du Sud).

L'importance considérable du congrès socialiste international de Stuttgart réside précisément dans le fait qu'il a achevé de consolider la deuxième Internationale et qu'avec lui les congrès internationaux se sont transformés en assemblées de travail

exerçant une influence profonde sur le caractère et l'orientation des activités du mouvement socialiste dans le monde entier.

En principe, les différents partis nationaux ne sont pas obligés d'appliquer les décisions des congrès internationaux, mais la portée morale de ces décisions est telle que leur non-application est une exception presque aussi rare que la non-application par les partis des décisions de leurs propres congrès. Le congrès d'Amsterdam était parvenu à unir les socialistes français et sa résolution contre le « ministérialisme » traduisait véritablement la volonté du prolétariat conscient du monde entier et définissait la politique des partis ouvriers.

Le congrès de Stuttgart a constitué lui aussi un grand pas dans cette direction, s'avérant sur toute une série de questions importantes d'instance suprême qui allait déterminer la ligne politique du socialisme (...).

Cependant, phénomène à la fois remarquable et attristant, la social-démocratie allemande, qui s'en était jusqu'ici toujours tenue aux conceptions révolutionnaires marxistes, a fait preuve d'instabilité ou adopté des positions opportunistes (...).

Les divergences surgies sur la question coloniale ne purent être surmontées en commission, et c'est le congrès lui-même qui mit fin à la discussion entre opportunistes et révolutionnaires en donnant à ces derniers une majorité de 127 voix contre 108, et 10 abstentions (...).

Sur la question coloniale, la commission a vu se dégager une majorité opportuniste, et le projet de résolution comportait cette phrase monstrueuse : « *Le congrès ne condamne pas, en principe et pour tous les temps, toute politique coloniale, qui, en régime socialiste, pourra être une œuvre civilisatrice.* »

Cette disposition équivalait en fait à un recul direct vers la politique et la conception du monde bourgeoises justifiant guerres et violences coloniales (...).

La dernière journée du congrès a été consacrée à une question que tous attendaient avec un grand intérêt, celle du militarisme. Incapable de faire la relation entre la guerre et le régime capitaliste en général et d'établir un lien entre la propagande antimilitariste et l'ensemble du travail des socialistes, le fameux Hervé s'est fait le défenseur de conceptions indéfendables.

Le projet d'Hervé de « répondre » à toute guerre par la grève et l'insurrection a montré combien son auteur était inapte à comprendre que l'emploi de tel ou tel moyen de lutte ne dépendait pas d'une décision prise au préalable par les révolutionnaires, mais des conditions objectives de la crise, tant politique qu'économique, provoquée par la guerre.

Mais si Hervé, se laissant entraîner à des phrases ronflantes, a fait preuve d'une légèreté et d'un manque de réflexion évidents, c'eût été avoir la vue bien courte que de lui opposer le seul énoncé dogmatique des vérités générales du socialisme. C'est pourtant ce qu'a fait notamment Vollmar (Bebel et Guesde n'ont pas été absolument purs de ce péché) (...).

Cet aspect de la question, l'appel à ne pas se contenter des seuls moyens parlementaires de lutte, l'appel à l'action en tenant compte des conditions de la guerre future et des crises futures, furent mis en relief par les social-démocrates révolutionnaires et, en particulier, par Rosa Luxemburg dans son discours.

De concert avec les délégués de la social-démocratie russe (Lénine et Martov intervinrent dans le même sens sur cette question) Rosa Luxemburg proposa des amendements à la résolution de Bebel, amendements qui mettaient l'accent sur la nécessité de mener la propagande parmi les jeunes, la nécessité de mettre à profit la crise engendrée par la guerre pour accélérer la chute de la bourgeoisie, la nécessité inévitable de prévoir un changement des méthodes et des moyens de lutte à mesure que s'aggraverait la lutte de classe et qu'évoluerait la situation politique (...).

Ce n'est pas une vaine menace à la Hervé, mais une claire conscience de l'inévitabilité de la révolution sociale, une ferme volonté de mener la lutte jusqu'au bout et d'utiliser les moyens de lutte les plus révolutionnaires qu'on peut lire dans la résolution du congrès socialiste international de Stuttgart sur la question du militarisme.

L'armée du prolétariat grandit dans tous les pays. Sa conscience, sa volonté et son unité se font d'heure en heure plus fortes. Et le capitalisme se charge, lui, de multiplier les crises dont cette armée ne manquera pas de tirer profit pour l'abattre. »

## **Le huitième congrès et sa nature**

Le thème de la guerre, considérée comme si important au septième congrès de la seconde Internationale, devint littéralement brûlant lors du huitième congrès, à Copenhague, du 28 août au 3 septembre 1910.

Cependant, le Bureau Socialiste International, qui avait été mis en place pour des réunions entre les congrès et rassemblait 25 pays, ne tenait des conférences qu'annuellement. Il faut attendre 1909 pour qu'il y ait un bulletin d'information, en allemand, en anglais et en français. Ainsi, il n'y avait pas le travail nécessaire à l'arrière-plan pour parvenir à une réelle unité organique.

Le journaliste français Jean Bourdeau y fut présent et il raconte notamment dans la *Revue des Deux Mondes*, avec son ton à la fois dédaigneux, humoristique et fasciné :

« L'Internationale compte actuellement 33 sections dans tous les pays du globe à développement industriel. Ces sections correspondent moins à des États qu'à des nations. Celles qui luttent pour leur indépendance forment des sections spéciales. La Pologne, la Finlande, etc., possèdent ainsi des partis distincts de ceux d'Allemagne et de Russie (...).

Une animation extraordinaire, des duels oratoires passionnés sur les questions brillantes du Millerandisme, des rapports entre les partis socialistes et la démocratie bourgeoise, entre ces partis et les syndicats ouvriers, de l'attitude des socialistes en cas de guerre, qui mettaient aux prises Bebel et Jaurès, Hervé et Vollmar, avaient signalé les précédents congrès de Paris, d'Amsterdam, de Stuttgart.

L'ordre du jour du Congrès de Copenhague n'offrait rien de bien excitant : relation des coopératives et des partis politiques, chômage, arbitrage et désarmement, résultats internationaux de la législation ouvrière, manifestation à organiser contre la peine de mort, procédés à suivre pour l'exécution rapide des décisions prises par les congrès internationaux, organisation de la solidarité internationale. Le programme du spectacle semblait médiocre.

Ces représentations théâtrales sont d'ailleurs réglées d'une manière monotone comme une tragédie classique ou un vaudeville à tiroirs, avec leurs motions, résolutions, amendements et compromis final (...).

Le total [des délégués] s'élevait à 887 membres, dont 189 allemands, 72 autrichiens [en fait 65], 84 anglais, 49 français, [146 Danois, 86 Suédois, 44 Tchèques, 39 Russes, 31 Norvégiens, 26 Belges, 24 Polonais, 24 Américains, 19 Finlandais, 14 Hollandais, 14 Hongrois, 13 Suisses, 9 Italiens, 7 Bulgares, 5 Espagnols, 3 Serbes, 2 Arméniens de Turquie, 2 Roumains, 1 Argentin] etc. (...).

De tous les États européens, l'Empire allemand est celui qui semble le plus solide. Son organisation militaire, policière et bureaucratique ne laisse apercevoir aucune lézarde. Aussi longtemps qu'il restera debout, la Révolution internationale n'a aucune chance de succès.

Mais, si le socialisme est ailleurs plus bruyant et emphatique, nulle part il n'a de racines plus profondes qu'en Allemagne. Ses partisans sont enflammés du fanatisme de secte, Pas à pas, suivant un plan de campagne, la démocratie sociale s'avance, et nous ne voyons pas ce qui peut la faire reculer (...).

Les séances se tinrent dans la vaste salle des concerts. Le matin de l'ouverture, une cantate composée pour la circonstance et merveilleusement exécutée par 400 choristes souhaitait la bienvenue aux camarades accourus de tous les coins du globe. Puis retentit le chant de guerre de l'Internationale écouté debout, tête nue.

Une procession de 25 000 personnes avait été organisée pour l'après-midi. Elle devait traverser la ville et se rendre au parc de Sondermarken. En avant-garde marchaient les agents de police.

Quinze corps de musique précédaient le premier bourgmestre Jensen, accompagné de sa femme. Suivaient les employés des postes sanglés dans leur redingote rouge, une escouade de femmes coiffées du bonnet phrygien, des sociétés de gymnastique et de chant, en casquettes blanches, les midinettes de la machine à coudre, les employés des chemins de fer, ceux du gaz, etc. : vingt-deux bannières bariolées distinguaient les groupements.

On défilait sous des arcs de triomphe : pressés aux fenêtres, les spectateurs : échelonnaient jusque sur les toits. De jolies blondes jetaient des fleurs. Des soldats en uniforme admiraient le cortège sans y prendre part. Les membres les plus connus de l'Internationale étaient acclamés au passage : pas un cri séditieux ne fut poussé (...).

Il [=le congrès] ne marquera pas une date importante dans l'histoire du socialisme. Le Vorwaerts [allemand] qui, au lendemain de ces congrès, entonne des hymnes d'allégresse, a, cette fois, baissé le ton.

Les délibérations n'étaient pas de nature à exciter un grand enthousiasme, et les Allemands n'y ont pas joué le premier rôle. La solidarité internationale ne paraît pas si étroite qu'on le proclame. A mesure que le mouvement s'accroît, il se différencie, selon la loi de tout organisme.

Les querelles entre Tchèques, Italiens et Allemands au sein de la démocratie autrichienne, les divergences d'opinion entre Allemands, entre Français et Anglais sur les mesures à prendre en cas de guerre prouvent que les nations suivent chacune leur chemin, selon le train habituel de la nature humaine.

Ce fut en somme un congrès de compromis qui s'acheva par des danses. Une petite fête avait ouvert le Congrès, une grande fête l'a terminé. »

## **Le huitième congrès et le syncrétisme**

Les slogans inscrits en danois, en français, en anglais et en allemand lors du huitième congrès de la seconde Internationale résume tout à fait les limites de l'unité existant au sein de la seconde Internationale. On lisait ainsi : « Le travail est la source de toute richesse », « La solidarité est notre base », « Connaissance est puissance », « La religion est affaire privée », « Abolition de la division des classes », « Suppression des monopoles privés », « La volonté du peuple est la loi suprême », « Suffrage universel pour tous », « Journée maximum de huit heures », « Le désarmement, c'est la Paix », « Donnez à la femme les mêmes droits qu'à l'homme », « Liberté, Égalité, Fraternité ».

On a ainsi un double mouvement : d'un côté il y a l'affirmation systématique de la nécessité du socialisme, de l'autre une acceptation d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, sans réflexion sur le rapport dialectique entre les deux.

Ainsi, la résolution du congrès sur le chômage dit que :

« Aussi longtemps que la production capitaliste sera à la base de la société, tout ce qu'on fera dans ce domaine ne sera qu'un palliatif.

Le Congrès réclame donc des pouvoirs publics l'assurance générale obligatoire dont l'administration sera confiée aux organisations ouvrières et dont les frais seront supportés par les détenteurs des moyens de production. »

Il est évident que les deux paragraphes se contredisent dans leurs définitions même. Si la bourgeoisie peut céder des droits qui relèvent littéralement du socialisme, alors on n'est plus dans un palliatif comme il est dit dans le premier paragraphe, mais dans un nouveau système de répartition. Il y a ici un espace béant dans lequel va se précipiter l'aile réformiste, en profitant de la modernisation du mode de production capitaliste pour expliquer que, finalement, tout a changé.

On trouve le même problème de fond dans la résolution sur la législation ouvrière. La première phrase pose déjà en elle-même une question d'économie politique :

« L'exploitation des travailleurs qui augmente avec le développement de la production capitaliste, a mené une situation qui rend absolument nécessaire une législation protectrice de la vie et de la santé des travailleurs. »

On a ici à l'arrière-plan la question de la paupérisation relative et absolue, qu'on a déjà vu dans l'affrontement entre Eduard Bernstein et Karl Kautsky, et qui en germe un aspect de l'opposition entre socialistes et communistes après 1917. En effet, si l'exploitation augmente, comment peut-il y avoir en même temps une amélioration ?

Il ne s'agit ici pas tant de considérer le propos comme faux que de voir qu'il aurait exigé un véritable travail de fond concernant cette question, la moindre ambiguïté provoquant une distorsion immense dans la démarche révolutionnaire.

Il s'agit là cependant d'une approche visant à nuancer, assécher, nier les contradictions au nom d'un syncrétisme ouvrier qui se suffirait en soi.

La résolution sur l'unité est ainsi également typique de cette démarche gommant les questions idéologiques concrètes. Voici ce qu'elle dit :

« Le Congrès rappelant de nouveau la décision d'Amsterdam au sujet de l'unité du parti ;

Considérant que le prolétariat étant un et indivisible, chaque section de l'Internationale doit former un groupement unique et fortement constitué et qu'il est obligé d'abolir ses divisions intérieures dans l'intérêt de la classe ouvrière de son pays et du monde entier ;

Considérant le grand accroissement de puissance et de prestige que le socialisme français a retiré de son unification,

Invite toutes les sections nationales qui demeurent encore divisées, à réaliser au plus tôt l'unité et donne mandat au Bureau International de prêter ses bons offices pour l'accomplissement de cette œuvre nécessaire. »

Le principe de l'unité est fondamentale et le huitième congrès souligne la nécessité de l'unité syndicale dans les empires ayant en leur sein plusieurs nationalités. Il en va de même ici pour le parti.

Cependant, on n'a pas une unité comprise comme une synthèse. La seconde Internationale n'avait d'ailleurs strictement aucune volonté de saisir les questions nationales d'Autriche-Hongrie et de Russie (sans parler de l'Espagne, la Turquie, etc.). Le Bureau International doit ainsi simplement procéder à une unité formée mécaniquement et cette unité va elle-même mécaniquement contribuer au mouvement.

On a littéralement un double jeu de la seconde Internationale, qui cherche à intégrer à la fois la droite et la gauche autour d'un centre, un centre qui ne voit pas qu'il y a la contradiction entre les « sociaux-démocrates » et les « socialistes » qui change tout.



## Le huitième congrès et la guerre

La démarche syncrétique de la seconde Internationale, en particulier lors de son huitième congrès, ne pouvait que donner une approche bancale en général et en particulier dans la Résolution sur la guerre. D'un côté la guerre est définie de manière juste. De l'autre, la réponse à la guerre relève d'une tentative de trouver des solutions depuis la situation telle qu'elle est.

On est dans une approche totalement différente de celle de Lénine, qui lui exigeait qu'on prenne la situation dans sa substance et qu'alors on s'oppose à la guerre par une initiative politique de rupture. S'opposant à l'antimilitarisme anarchiste totalement vain, la seconde Internationale bascule dans un esprit constructif finalement impuissant.

Voici ce que dit la résolution :

« Le Congrès constate que dans ces dernières années, malgré le Congrès de la paix et les déclarations pacifistes des gouvernements, les armements ont été augmentés d'une façon considérable.

En particulier, la concurrence des armements maritimes, dont la dernière phase est la construction des [cuirassés de type] Dreadnoughts, entraîne non seulement un gaspillage insensé des deniers publics pour des buts stériles et est cause, par conséquent, du manque de ressources et de l'absence de dépenses pour les réformes sociales et pour la législation protectrice du travail ; elle menace aussi d'épuiser matériellement toutes les nations, par les charges intolérables des impôts indirects, et tous les Etats, par la ruine des finances publiques.

En même temps, ce sont ces armements précisément qui ont menacé dernièrement encore la paix du monde, comme ils en seront forcément la menace perpétuelle.

En face de cette évolution, qui est un danger à la fois pour la civilisation humaine, pour la prospérité des peuples et pour l'existence des masses, le Congrès confirme les résolutions des Congrès antérieurs et en particulier celle du Congrès de Stuttgart et rappelle :

Que les travailleurs de tous les pays n'ont entre eux ni démêlé ni désaccord, de nature à provoquer une guerre ; que les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde, et par le militarisme, qui est un des instruments les plus puissants de la domination bourgeoise à l'intérieur pour l'asservissement économique et politique du prolétariat.

Les guerres ne cesseront complètement qu'avec la disparition de la société capitaliste. La classe ouvrière, qui supporte les charges les plus lourdes de la guerre et a le plus à en souffrir, est donc le plus intéressé à leur disparition.

Le prolétariat socialiste organisé de tous les pays est donc le seul garant sûr de la paix du monde. C'est pourquoi le Congrès engage à nouveau les partis ouvriers à répandre la lumière sur les causes des guerres dans tout le prolétariat et en particulier dans la

jeunesse, et à éduquer cette dernière dans l'esprit de la fraternité des peuples.

Le Congrès, en maintenant, pour les représentants socialistes dans les parlements, l'obligation, plusieurs fois répétée déjà, de combattre de toutes leurs forces les armements et de refuser pour cette destination toute dépense financière, attend de ces députations :

a) Qu'elles réclament sans cesse la solution obligatoire de tous les conflits entre États par des cours d'arbitrage internationales ;

b) Qu'elles renouvellent constamment les propositions tendant au désarmement général et d'abord et avant tout, les propositions de conclure des conventions limitant les armements maritimes et d'abolir le droit de prise maritime ;

c) Qu'elles réclament l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités existants et futurs entre gouvernements ;

d) Qu'elles réclament avec insistance l'autonomie de tous les peuples et les défendent contre toute attaque belliqueuse et contre toute oppression.

Le Bureau Socialiste International aidera tous les groupes parlementaires socialistes dans la lutte contre le militarisme, par l'envoi de documents, et tendra à amener une action commune de ces groupes.

Pour les cas de complications guerrières, le Congrès confirme la motion antimilitariste du Congrès de Stuttgart, qui dit :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Afin d'assurer l'exécution de ces mesures, le Congrès invite le Bureau Socialiste International à faire, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, l'entente pour une action commune, afin d'empêcher la guerre.

En tous cas où il y aurait menace de conflit entre deux ou plusieurs pays, s'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du Bureau Socialiste International, sur la demande d'au moins un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le Bureau Socialiste International et la Commission

Interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux convenir. »

Formellement, on a quelque chose de juste. Cependant, l'esprit est clairement posé, conciliateur, pratiquement pragmatique-machiavélique. C'est là la source de la faillite en 1914.

## **Le congrès extra-ordinaire de Bâle de 1912**

Les événements obligèrent à ce que se tienne un congrès extra-ordinaire de la seconde Internationale, à Bâle, les 24 et 25 novembre 1912. Les partis lui appartenant rassemblaient 3,3 millions de membres, avec 10 millions de travailleurs dans les syndicats lui étant liés.

Ils menaient une intense propagande contre la guerre, avec des initiatives communes, comme à Bussang, une petite commune de France à la frontière avec l'Allemagne, où se rassemblèrent 15 000 personnes.

Cependant, seuls Lénine et Rosa Luxembourg agissaient de manière conséquente ; Lénine quitta même la conférence du Bureau Socialiste International de la fin septembre 1911 par solidarité avec celle-ci, victime d'une énorme pression de la part de la direction de la social-démocratie allemande.

Pour les sociaux-démocrates authentiques, comme Lénine et Rosa Luxembourg, on rentrait dans une époque nouvelle : ils avaient en fait une vision de la guerre comme liée à la nature même du mode de production capitaliste, alors que pour la seconde Internationale, il fallait en fait faire face, de manière décidée, au « militarisme ».

La seconde Internationale se réunit ainsi à Bâle de manière extra-ordinaire pour débattre de comment s'opposer à la guerre, mais la mise en perspective était à la base même erronée. On le voit bien à la tenue, deux ans avant une guerre qui fut acceptée pratiquement partout, d'un congrès extra-ordinaire anti-guerre avec 555 délégués de la seconde Internationale venant de 33 pays. L'impact fut simplement historiquement nul.

On doit bien voir ici, au-delà de la terrible défaite que cela représente pour la social-démocratie allemande qui s'est totalement enlisée, que cela concerne également le mouvement ouvrier français en particulier.

Au congrès de Bâle, c'est la SFIO qui a le plus de délégués : 127, soit pratiquement le quart des délégués. Ses porte-paroles tinrent des paroles ardentes, mais concrètement ils n'apportèrent rien et furent en faillite complète en 1914.

L'aspect principal fut cependant l'opportunisme des Allemands (75 délégués) et des Autrichiens (59), qui eux disposaient réellement du marxisme et qui s'étaient littéralement écrasés devant la pression de leurs États, convergeant complètement avec ses choix.

Pour cette raison, le texte du manifeste du congrès de Bâle n'était pas faux en soi. Il cherchait à évaluer la situation, posait les bases d'une opposition à la guerre. Ce qui manquait, c'était l'arrière-plan : seul Lénine l'avait.

Voici le manifeste :

« L'Internationale a formulé dans ses Congrès de Stuttgart et de Copenhague les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre :

*« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraîtront le mieux appropriés, et qui varient naturellement, selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.*

*Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, c'est leur devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »*

Plus que jamais, les événements font une loi au prolétariat international de donner à son action concertée toute la vigueur et toute l'énergie possibles ; d'une part, la folie universelle des armements, en aggravant la cherté de la vie, a exaspéré les antagonismes de classe et créé dans la classe ouvrière un intolérable malaise.

Elle veut mettre un terme à ce régime de panique et de gaspillage ; d'autre part, les menaces de guerre qui reviennent périodiquement sont de plus en plus révoltantes, les grands peuples européens sont constamment sur le point d'être jetés les uns contre les autres, sans qu'on puisse couvrir ces attentats contre l'humanité et contre la raison du moindre prétexte d'intérêt national.

La crise des Balkans qui a déjà causé tant de désastres, deviendrait, en se généralisant, le plus effroyable danger pour la civilisation et pour le prolétariat.

Elle serait, en même temps, un des plus grands scandales de l'histoire, par la disproportion entre l'immensité de la catastrophe et la futilité des intérêts qu'on invoque.

C'est donc avec joie que le Congrès constate la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre.

Partout les prolétaires se sont élevés en même temps contre l'impérialisme.

Chaque section de l'Internationale a opposé au gouvernement de son pays la résistance du prolétariat, et mis en mouvement l'opinion publique de sa nation contre les fantaisies guerrières.

Ainsi s'est affirmée une grandiose coopération des ouvriers de tous les pays, qui a déjà contribué beaucoup à sauver la paix du monde menacée.

La peur des classes dirigeantes devant une révolution prolétarienne qui serait la suite d'une guerre universelle a été une garantie essentielle de la paix.

Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés. Pour cette action commune, il assigne à chaque parti socialiste sa tâche particulière. Les socialistes des Balkans devront s'opposer au renouvellement des anciennes inimitiés.

Les Partis socialistes de la péninsule des Balkans ont une lourde tâche.

Les grandes puissances de l'Europe ont contribué, par l'ajournement systématique de toutes les réformes, à créer, en Turquie, un désordre économique et politique et une surexcitation de passions nationales qui devaient conduire nécessairement à la révolte et à la guerre contre l'exploitation de cet état de choses par les dynasties et par les classes bourgeoises, les socialistes des Balkans ont dressé avec un héroïque courage les revendications d'une Fédération démocratique.

Le Congrès leur demande de persévérer dans leur admirable attitude, il compte que la démocratie socialiste des Balkans mettra tout en œuvre, après la guerre, pour empêcher que les résultats conquis au prix de si terribles sacrifices soient confisqués et détournés par les dynasties, par le militarisme, par une bourgeoisie balkaniques avide d'expansion.

Le Congrès demande particulièrement aux socialistes des Balkans de s'opposer avec force, non seulement au renouvellement des anciennes inimitiés entre Serbes, Bulgares, Roumains et Grecs, mais à toute oppression des peuples balkaniques qui se trouvent à cette heure dans un autre camp : les Turcs et les Albanais.

Les socialistes des Balkans ont le devoir de combattre toutes violences faites aux droits de ces peuples, et d'affirmer contre le chauvinisme et les passions nationales déchaînées, la fraternité de tous les peuples des Balkans y compris les Albanais, les Turcs et les Roumains.

Les socialistes d'Autriche, de Hongrie, de Croatie, de Slavonie, de Bosnie et d'Herzégovine ont le devoir de continuer de toutes leurs forces leur opposition énergique à toute attaque de la monarchie du Danube contre la Serbie.

C'est leur devoir de résister comme ils l'ont fait jusqu'ici à la politique qui tend à dépouiller la Serbie, par la force des armes, des résultats de son effort pour la transformer en une colonie autrichienne, et, pour des intérêts dynastiques, à impliquer les peuples de l'Autriche-Hongrie, et avec eux toutes les nations de l'Europe, dans les plus graves périls.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie doivent lutter aussi dans l'avenir pour que les fractions des peuples sud-slaves, dominés maintenant par la maison des Habsbourg, obtiennent à l'intérieur même de la monarchie austro-hongroise le droit de se gouverner eux-mêmes démocratiquement.

Les socialistes d'Autriche-Hongrie, comme les socialistes d'Italie, donneront une attention particulière à la question albanaise. Le Congrès reconnaît le droit du peuple albanais à l'autonomie, mais il n'entend pas que, sous prétexte d'autonomie, l'Albanie soit sacrifiée aux ambitions austro-hongroises et italiennes.

Le Congrès voit là, non seulement un péril pour l'Albanie elle-même, mais encore dans un temps peu éloigné une menace pour la paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est seulement comme membre autonome d'une Fédération démocratique des Balkans que l'Albanie peut mener vraiment une vie indépendante.

Le Congrès demande donc aux socialistes d'Autriche Hongrie et d'Italie de combattre toute tentative de leur gouvernement d'envelopper l'Albanie dans leur sphère d'influence, il leur demande de continuer leurs efforts pour assurer des résultats pacifiques entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

C'est avec une grande joie que le Congrès salue les grèves de protestation des ouvriers russes : il y voit une preuve que le prolétariat de Russie et de Pologne commence à se remettre des coups que la contre-révolution tsariste lui a portés.

Le Congrès voit dans cette action ouvrière la plus forte garantie contre les criminelles intrigues du tsarisme qui, après avoir écrasé dans le sang les peuples de son empire, après avoir infligé des trahisons nombreuses aux peuples des Balkans livrés par lui à leurs ennemis, vacille maintenant entre la peur des suites qu'une guerre aurait pour lui et la peur d'un mouvement nationaliste que lui-même a créé.

Quand donc, maintenant le tsarisme s'essaie à paraître comme un libérateur des nations balkaniques, ce n'est que pour reconnaître sous un hypocrite prétexte et par une injure sanglante, sa prépondérance dans les Balkans.

Le Congrès compte que la classe ouvrière des villes et des campagnes de Russie, de Finlande et de Pologne, usant de sa force accrue, déchirera ce voile de mensonges, s'opposera à toute aventure guerrière du tsarisme, à toutes entreprises, soit sur l'Albanie, soit sur Constantinople, et concentrera toutes ses forces dans un nouveau combat de libération contre le despotisme tsariste.

Le tsarisme est l'espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe, le plus terrible ennemi de la démocratie européenne, comme il est le plus terrible ennemi du peuple russe.

L'Internationale considère qu'amener sa chute est une de ses tâches principales. Mais la tâche la plus importante dans l'action Internationale incombe aux travailleurs d'Allemagne, de France et d'Angleterre.

En ce moment, les travailleurs de ces pays doivent demander à leurs Gouvernements de refuser tout secours à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, de s'abstenir de toute immixtion dans les troubles balkaniques et de garder une neutralité absolue. Si, entre les trois grands pays qui guident la civilisation humaine, une guerre éclatait pour la querelle serbo-autrichienne au sujet d'un port, ce serait une criminelle folie. Les travailleurs d'Allemagne et de France n'acceptent pas que des traités secrets puissent jamais leur faire une obligation d'entrer dans le conflit des Balkans.

Si, dans la suite, l'effondrement militaire de la Turquie ébranlait la puissance ottomane en Asie-Mineure c'est le devoir des socialistes d'Angleterre de France et d'Allemagne

de s'opposer de toutes leurs forces à une politique de conquête en Asie-Mineure, qui mènerait droit à la guerre universelle.

Le Congrès considère comme le plus grand danger pour la paix de l'Europe, l'hostilité artificiellement entretenue entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand.

Il fallut les efforts de la classe ouvrière des deux pays pour apaiser cet antagonisme.

Il estime que le meilleur moyen à cet effet sera la conclusion d'un accord sur la limitation des armements navals et sur l'abolition du droit de prise maritime.

Le Congrès demande aux socialistes d'Angleterre et d'Allemagne leur propagande en vue de cet accord L'apaisement des antagonismes entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre, écarterait le plus grand péril pour la paix du monde.

Il ébranlerait la puissance du tsarisme qui exploite cet antagonisme, il rendrait impossible toute attaque de l'Autriche contre la Serbie, et il assurerait la paix universelle ; tous les efforts de l'Internationale devant tendre vers ce but.

Le Congrès constate que toute l'Internationale socialiste est unie sur ces idées essentielles de la politique extérieure.

Il demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité Internationale du prolétariat ; il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore, par des actions de guerre, la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste. Il demande, il exige la paix.

Que les Gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre.

Qu'ils se souviennent que la guerre franco-allemande a provoqué l'explosion révolutionnaire de la Commune, que la guerre russo-japonaise a mis en mouvement les forces de révolution des peuples de la Russie ; qu'ils se souviennent que le malaise provoqué par la surenchère des dépenses militaires et navales a donné aux conflits sociaux en Angleterre et sur le continent une acuité inaccoutumée et déchaîné des grèves formidables.

Ils seraient fous s'ils ne sentaient pas que la seule idée d'une guerre monstrueuse soulève l'indignation et la colère du prolétariat de tous les pays.

Les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties ou les combinaisons des traités secrets.

Si les Gouvernements, supprimant toute possibilité d'évolution régulière, acculent le prolétariat de toute l'Europe à des résolutions désespérées, c'est eux qui porteront toute la responsabilité de la crise provoquée par eux.

L'Internationale redoublera d'efforts pour prévenir la guerre par sa propagande toujours plus intense, par sa protestation toujours plus ferme.

Le Congrès charge, à cet effet, le Bureau Socialiste International de suivre les événements avec un redoublement d'attention et de maintenir, quoi qu'il advienne, les communications et les liens entre les partis prolétariens de tous les pays.

Le prolétariat a conscience que c'est sur lui que repose, à cette heure, tout l'avenir de l'humanité et il emploiera toute son énergie pour empêcher l'anéantissement de la fleur de tous les peuples menacés de toutes les horreurs des massacres énormes, de la famine et de la peste.

Le Congrès fait appel à vous tous, prolétaires socialistes de tous les pays, pour que, dans cette heure décisive, vous fassiez entendre votre voix et affirmiez votre volonté sous toutes les formes et partout.

Élevez de toute votre force votre protestation unanime dans les Parlements ; unissez-vous dans des manifestations et actions de masses, utilisez tous les moyens que l'organisation et la force du prolétariat met entre vos mains, de telle sorte que les Gouvernements sentent constamment devant eux la volonté attentive et agissante d'une classe ouvrière résolue à la paix.

Opposez ainsi au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre les masses du monde prolétarien de la paix et de l'Union des peuples. »

La seconde Internationale ne tiendra pourtant pas le choc lors du déclenchement de la guerre mondiale.